

économie

La centrale nucléaire tend la main aux PME locales

EDF et la CCI de la Vienne encouragent les entreprises à entrer dans le secteur du nucléaire, pour bénéficier des 300M€ de travaux prévus à Civaux d'ici 2022.

Quel message adressez-vous aux dirigeants de PME locales que vous avez invités [mercredi soir] à la centrale nucléaire ?

André Faure, directeur financier de la centrale nucléaire de Civaux.

« Nous aurons un programme industriel très chargé dans les quatre prochaines années, dans le cadre de la prolongation de la durée de vie de la centrale. Les appels d'offres pour les grands travaux ont été confiés à des entreprises nationales mais notre but est de mettre ces "gros titulaires" en relation avec le tissu industriel local. Notre souhait est que ce qui est investi à Civaux bénéficie aux entreprises locales. »

Quel est le budget des travaux prévus lors du grand carénage ?

« Environ 100 millions d'euros par an pendant trois ans. Habituellement, nous dépensons 50 à 70 millions d'euros par an. Les travaux concerneront la révision et le remplacement de composants, ainsi que la réalisation de nouveaux aménagements dans le cadre des mesures "post Fukushima". »

Quel est l'intérêt des groupes nationaux dans cette démarche locale ?

« Ils ont tout intérêt à s'appuyer sur le tissu local. Faire venir quelqu'un qui habite à l'autre bout de la France coûte plus cher que faire travailler quelqu'un qui vit ici. Ils sont intéressés par la main-d'œuvre de proximité. »

Comment allez-vous mettre en relation ces entreprises ?

« Nous allons organiser un "speed meeting" au Futuroscope le 6 juin avec la CCI pour associer ces acteurs ⁽¹⁾. Nous avons invité [mercredi soir] à la centrale des entreprises locales potentiellement sous-



Le secteur manque de soudeurs habilités en zone nucléaire et appelle les PME à anticiper par la formation les grands chantiers à venir. Ci-dessus dans le bâtiment réacteur n° 2 à Civaux.

traitantes pour qu'elles puissent se préparer. Nous devons faire de la pédagogie sur les habilitations, la sécurité, casser les préjugés. »

De nombreux métiers, comme les tuyauteurs, chaudronniers ou soudeurs sont en tension. La Vienne

compte-t-elle suffisamment de personnes qualifiées ?

« C'est l'enjeu du travail de fond que nous menons : ces compétences sont difficiles à trouver aujourd'hui, d'où l'anticipation sur plusieurs années que nous menons avec le GIE Atlantique ⁽²⁾ pour développer

ces compétences sur le territoire. Nous ciblons beaucoup le bassin d'emploi de Châtellerauld où il y a une tradition industrielle. On donne des perspectives sur plusieurs années aux entreprises pour les encourager à se lancer dans la formation de leurs salariés. On peut les conseiller et les aider. Nous avons l'objectif constant d'augmenter la part des entreprises locales dans nos commandes. »

Quel est l'intérêt d'EDF dans cette démarche ?

« Être ancré parmi les acteurs du territoire : nous avons un rôle à jouer. Autant que l'argent investi profite à l'emploi local, directement ou indirectement via le commerce par exemple. »

Propos recueillis par Sébastien Kerouanton

(1) Inscriptions sur le site www.poitiers.cci.fr.

(2) Qui réunit 118 entreprises prestataires des centrales de Civaux, Blayais et Golfech.

repères

Une opportunité, des conditions

> **Trois années chargées.** La centrale nucléaire va connaître cinq chantiers successifs entre 2020 et 2022 : la visite partielle des deux réacteurs en 2020, la visite décennale de la tranche 1 en 2021, la visite décennale de la tranche 2 en 2022 menée en même temps qu'un arrêt pour rechargement de la tranche 1. Les visites décennales sont des opérations industrielles majeures, à l'issue desquelles l'Autorité de sûreté nucléaire valide (ou pas) la reprise de production électrique pour les dix années suivantes.

> **Des conditions strictes.** Outre

les compétences professionnelles, travailler en zone nucléaire implique d'avoir un casier judiciaire vierge, le feu vert de la préfecture, et plusieurs degrés de formations (SCN1, CSO, etc.) : « Il faut prévoir un mois pour faire entrer un intervenant à la centrale, souligne Christophe Sébastien, en charge de l'ancrage territorial à la centrale, les entreprises ont tout intérêt à en former plusieurs pour pallier la défaillance d'un salarié juste avant le chantier ». Ces formations coûtent jusqu'à 4.200 € pour un chef d'équipe.